

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont – ZA la Vatine
60000 BEAUVAIS

Beauvais, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



BIC RASOIRS

422 rue du Port Salut
60126 LONGUEIL STE MARIE

Références : IC-R/0217/22-NEC/SF

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2022 dans l'établissement BIC RASOIRS implanté 422 rue du Port Salut 60126 LONGUEIL STE MARIE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIC RASOIRS
- 422 rue du Port Salut 60126 LONGUEIL STE MARIE
- Code AIOT dans GUN : 0005105439
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'activité de la société BIC Rasoirs sur le site de Longueil-Sainte-Marie consiste en la production de rasoirs jetables.

Le groupe BIC fabrique ses rasoirs dans 2 autres centres de production dans le monde : Athènes en Grèce et Manaus au Brésil. Une usine au Mexique fait de l'emballage et du moulage.

La fabrication de rasoirs jetables nécessite cinq principales phases :

- la réception de matières premières (plastiques et feuillards),
- le moulage des pièces plastiques : manche, Guard, cover et capot protecteur,
- la fabrication des lames :
- l'assemblage des rasoirs,
- le conditionnement et l'expédition.

La fabrication des lames suit dix étapes au total, dont celle du dégraissage. Cette opération est nécessaire avant le traitement de surface. Elle est réalisée dans un tunnel en dépression où est pulvérisé du perchloroéthylène chaud.

Les vapeurs émises par le tunnel de dégraissage sont traitées par l'Omniatex : cette installation permet d'abattre les rejets atmosphériques en perchloroéthylène. Cette dernière est composée de charbons actifs qui piègent les vapeurs de perchloroéthylène et qui sont « désaturés » par de la vapeur d'eau. La vapeur est ensuite condensée pour permettre la récupération du perchloroéthylène.

Le rejet lié à ce traitement est réalisé en toiture, par l'intermédiaire d'une cheminée culminant à 12,125 mètres et de diamètre 0,20 m. On y retrouve donc l'unique rejet canalisé de perchloroéthylène du site.

L'installation d'adsorption sur des charbons actifs des COV émis lors du dégraissage des métaux (Omniatex) est citée comme faisant partie des meilleures technologies disponibles par le guide : Integrated Pollution Prevention and Control Reference Document on Best Available Techniques in Common Waste Water and Waste Gas Treatment / Management Systems in the Chemical Sector (February 2003).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dépassements récurrents de la VLE imposée pour la concentration en perchloroéthylène à la sortie de l'Omniatex

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
VLE solvants	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.2.I.b	/	Prescriptions complémentaires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Substitution du perchloréthylène	ARTICLE 136(3) "TRANSITIONAL MEASURES REGARDING EXISTING SUBSTANCES" OF REACH (REGULATION (EC) 1907/2006)	/	Sans objet
Rubrique 1510	Nomenclature ICPE	/	Sans objet
Emissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 17/12/2020, article 60	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société BIC Rasoirs a conscience des difficultés liées à l'exploitation de certaines de ses installations, notamment au regard du rejet en COV.

Les installations qui sont à l'origine de rejets atmosphériques sont régulièrement entretenues et contrôlées pour permettre une optimisation de leur fonctionnement et de leurs rejets. C'est le cas notamment du rejet atmosphérique de l'installation de dégraissage des lames.

L'Omnitex fait l'objet d'améliorations continues depuis de nombreuses années :

- limitation de la quantité de solvant à traiter : moins il rentre de polluants dans le filtre, plus grande est son efficacité ;
- amélioration de l'efficacité du traitement ;
- limitation des émissions diffuses de solvant ;
- optimisation du fonctionnement de l'Omnitex.

Et sans toutefois atteindre les valeurs réglementaires (20 mg/Nm³), les rejets finaux se sont notablement améliorés, stabilisés et rapprochés des valeurs réglementaires.

En parallèle, la société BIC Rasoirs a entrepris depuis plus de 10 années des recherches pour s'inscrire dans une démarche de substitution.

Une première étape a été franchie en 2016 avec le remplacement du trichloréthylène par le perchloréthylène dans le procédé de fabrication des lames.

Depuis la société Bic Rasoirs est en veille technologique permanente sur ce sujet :

- elle a initié de nombreuses études et essais sur plusieurs technologies dont le dégraissage avec des lessiviels ou le dégraissage au CO₂ supercritique ;
- elle maintient sa veille technologique sur les procédés industriels de dégraissage des métaux ainsi que sur la recherche de nouveaux fournisseurs / distributeurs de solvants pouvant répondre aux exigences de production à savoir :
 - * respect des critères de qualité en terme de dégraissage (nettoyage adéquat au dépôt sous vide, séchage rapide des lames et sans traces),
 - * préservation de la qualité des lames,
 - * nettoyage adapté aux contraintes environnementales et de santé / sécurité.

Malgré ses efforts, la société Bic Rasoirs ne respecte pas la concentration réglementaire en perchloroéthylène:

Il n'y a pas de dérogation prévue par la réglementation pour ne pas respecter la VLE de 20 mg/Nm³ imposée aux substances à mention de danger H351 (comme le perchlo) dès lors que la consommation de solvant est supérieure à 1 t/an. C'est donc sur cette consommation que l'exploitant doit agir.

Les services de l'Inspection ne propose pas d'arrêté de mise en demeure à ce stade car le retour à la conformité nécessite la réalisation d'une étude complète mais proposent d'encadrer par arrêté préfectoral complémentaire la remise d'une étude sur les solutions à mettre en oeuvre :

- pour limiter à 1 tonne la quantité de solvant consommé,
- pour mesurer en continu les rejets traités,
- pour capter les diffus et pour augmenter l'efficacité du traitement des COV canalisés ;
- pour appliquer une autre technique de dégraissage telle que décrite à la MTD 9 du BREF STS ou dans le rapport transitoire au titre de l'annexe XV de REACH sur les évaluations des risques des substances existantes et les stratégies de réduction des risques et relatif à la substance suivante : Tétrachloroéthylène.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : VLE solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.2.I.b

Thème(s) : Risques chroniques, COV

Prescription contrôlée :

Valeurs limites et conditions de rejet.

I. Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées en mg/Nm^3 dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies à l'article 6.4

Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celle éventuellement nécessitée par les procédés utilisés.

Composés organiques volatils

b) Consommation de solvants de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR) ou halogénés de mentions de danger H341 ou H351 :

- Pour les solvants halogénés de mentions de danger H341 ou H351 :

* Si la consommation est supérieure à 1 tonne/an, la valeur limite de la concentration globale des solvants ci-dessus, exprimée en masse des composés, est de $20 \text{ mg}/\text{m}^3$;

* Si le débit massique de la somme des composés justifiant l'étiquetage est supérieur ou égal à $100 \text{ g}/\text{h}$, une valeur limite d'émission de $20 \text{ mg}/\text{Nm}^3$

Constats :

Par mail du 12/01/2022, le bureau de la qualité de l'air de la Direction Générale de l'Energie et du Climat - Ministère de la transition écologique a confirmé le point suivant :

- la VLE de $20 \text{ mg}/\text{m}^3$ s'applique bien dans les 2 cas de figure, c'est-à-dire soit l'un, soit l'autre. Ce ne sont pas des conditions cumulatives.

En fait la VLE en cas de débit supérieur à $100 \text{ g}/\text{h}$ est la VLE applicable dans tous les secteurs (c'est l'équivalente de celle de l'article 27.7-c de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 pour les ICPE à autorisation).

Et la VLE en cas de consommation supérieure à une tonne par an est la VLE spécifique pour le secteur du traitement de surface ; elle provient du chapitre V de la directive IED, et elle a été transposée dans l'AM du 02/02/1998, dans la rubrique 2564 et dans l'arrêté 1978.

La société BIC Rasoirs ne respecte pas cette VLE de $20 \text{ mg}/\text{Nm}^3$ prescrite. Pour rappel, les contrôles inopinés de juin 2020 et 2021 avaient révélé des concentrations supérieures à $300 \text{ mg}/\text{Nm}^3$ mais sur une période qui n'était pas nécessairement représentative d'un cycle complet.

Sur le plan technique, cela lui est très difficile car la mesure (qui est réalisée au niveau de la cheminée de l'Omniatex (installation de traitement des vapeurs issues du dégraissage et de la cuverie - seul point de rejet canalisé du site) se fait à partir d'un flux extrêmement faible. Le débit dans le conduit n'est pas conforme mais il n'est pas possible d'augmenter le volume d'air :

- les flux rejetés sont adaptés au fonctionnement du filtre à charbon actif (dépression du tunnel) ;
- une augmentation de la vitesse d'aspiration de la turbine de calomniatrice engendrerait une augmentation significative des quantités de solvants captés et une moins bonne performance du filtre à charbon (vitesse de passage du flux à traiter trop rapide, quantité de solvant à traiter trop important au regard de la quantité de charbons).

L'exploitant a donc mis en oeuvre une gestion plus globale de ses émissions totales dans le but de respecter une valeur globale de rejets perchloroéthylène (Canalisé + Diffus) inférieure à 100 g/h (arrêté du 13/12/2019 ; article 9.1 §II).

Depuis l'été 2020, des réunions bimensuelles avec le service HSE, la chef de projet de l'installation de dégraissage et la maintenance sont organisées pour rechercher des axes d'amélioration possibles et suivre les actions en cours.

L'objectif de ce groupe de travail est de suivre de manière précise le fonctionnement de l'installation de dégraissage, sa maintenance et la mise en place de solutions de réductions des rejets.

Une collaboration étroite est également réalisée avec l'UTC (Université Technologique de Compiègne) dans le but d'établir un PGS plus précis (suivi exhaustif et rigoureux des entrées et sorties de solvant).

En 2021, des points d'améliorations ont été identifiés.

En 2022, des études sont réalisées pour mieux comptabiliser les différents volumes de solvant [quantification précise du perchlo contenu dans les déchets de distillation et des pertes de solvant dans les différents filtres à charbon actif (eau + air)].

Des actions sont aussi en cours pour améliorer les performances de l'installation de dégraissage :

- mise en service d'un filtre magnétique (filtration continue de cuve de solvant sale) pour limiter l'encrassement du gros distillateur. Ceci permettra d'augmenter les performances et diminuer le nombre d'entretien du distillateur (entretiens à l'origine de pertes de solvant) ;
- réduction de l'encrassement des cuves pour limiter la maintenance et donc les pertes de solvant ;
- raccordement du cyclone (système de condensation des vapeurs en sortie de l'Omniatex – filtre à charbon actif des rejets atmosphériques) au circuit de refroidissement du nouveau groupe frigorifique Trane. Cette action devrait permettre un meilleur séchage des filtres de traitement des rejets atmosphériques (et améliorer les performances d'épuration des rejets).

Fin septembre 2021, BIC RASOIRS était proche de l'objectif de 100 g/h avec une valeur d'émission totale (01+04) de 106 g/h.

Observations :

La société BIC Rasoirs ne respecte pas la VLE de 20 mg/Nm³ qui lui est opposable car elle consomme plus d'une tonne de solvant par an.

A la demande des services de l'Inspection, l'exploitant a fait réaliser une étude des risques pour la santé humaine et l'environnement afin de simuler la dispersion des rejets atmosphériques en perchloroéthylène (PCE) du site BIC RASOIRS basé à Longueil Sainte-Marie et d'en évaluer les risques sanitaires pour les populations avoisinantes.

Le rapport (réf. R-22-04-008 – Rév.1 de mai 2022) conclut que :

- pour les cibles étudiées : zones d'habitations présentes
 - au Nord (lieu-dit « Les Ruminées » - commune de Longueil Sainte-Marie),
 - à l'Ouest (lieux dits « Rhuis » et « Saint-Germain-les-Verberie » - commune de Verberie),
 - au Sud (zones d'habitat dense de Verberie : habitat pavillonnaire et collectif),
 - à l'Est (centre-ville de Verberie et zones pavillonnaires accolées) ;
- l'ensemble des installations du site mettant en oeuvre du PCE a été passé en revue afin d'identifier les conditions de rejets (flux de polluant, température, ...) ;
- les flux de PCE au droit de chaque rejet correspondent aux données issues du Plan de Gestion des Solvants, à savoir un rejet annuel de 8,14 kg/an au droit de la cheminée de l'Omniatex et un rejet diffus de 699 kg/an au droit de la salle de stockage du PCE ;
- une modélisation de la dispersion des gaz a été réalisée au moyen d'un logiciel 2D (AERMOD) prenant notamment en compte la météorologie locale (rose de vents) ;
- en considérant les émissions de perchloroéthylène de l'année 2021, les quotients de danger liés aux effets systémiques (effets neurotoxiques) sont largement inférieurs à 0,2 ce qui traduit l'absence de risque sanitaire pour la population.

- de même, les excès de risque individuel liés aux effets cancérigènes (adénomes et carcinomes hépatotoxiques) sont tous inférieurs à 10^{-6} , ce qui traduit également une situation sanitaire acceptable.

Malgré ses efforts, la société Bic Rasoirs ne respecte pas la concentration réglementaire en perchloroéthylène:

Il n'y a pas de dérogation prévue par la réglementation pour ne pas respecter la VLE de 20 mg/Nm³ imposée aux substances à mention de danger H351 (comme le perchlo) dès lors que la consommation de solvant est supérieure à 1 t/an. C'est donc sur cette consommation que l'exploitant doit agir.

Les services de l'Inspection ne propose pas d'arrêté de mise en demeure à ce stade car le retour à la conformité nécessite la réalisation d'une étude complète mais proposent d'encadrer par arrêté préfectoral complémentaire la remise d'une étude sur les solutions à mettre en oeuvre :

- pour limiter à 1 tonne la quantité de solvant consommé,
- pour mesurer en continu les rejets traités,
- pour capter les diffus et pour augmenter l'efficacité du traitement des COV canalisés ;
- pour appliquer une autre technique de dégraissage telle que décrite à la MTD 9 du BREF STS ou dans le rapport rapport transitoire au titre de l'annexe XV de REACH sur les évaluations des risques des substances existantes et les stratégies de réduction des risques et relatif à la substance suivante : le Tétrachloroéthylène.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Nom du point de contrôle : Substitution du perchloréthylène

Référence réglementaire : ARTICLE 136(3) "TRANSITIONAL MEASURES REGARDING EXISTING SUBSTANCES" OF REACH (REGULATION (EC) 1907/2006)
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Rapport transitoire au titre de l'annexe XV de REACH sur les évaluations des risques des substances existantes et les stratégies de réduction des risques - 2009 Nom de la substance : Tétrachloroéthylène EC NUMBER: 204-825-9 CAS NUMBER: 127-18-4
Constats : BIC Rasoirs a utilisé jusqu'en 2016 du trichloréthylène et a cherché activement un produit/technologie de substitution. Suite au passage au perchloréthylène en 2016, un groupe de travail international au sein du Groupe BIC a été créé pour rechercher conjointement une nouvelle technologie de dégraissage. Après l'essai de différentes technologies/produits, la solution retenue pour effectuer plus d'essais est le nettoyage à l'eau avec détergent alcalin. Un prototype a été loué au deuxième semestre 2019 pour faire des essais plus approfondis au sein de l'usine d'Athènes en Grèce (bureau de recherche pour les lames Bic). Les tests ont été conduits avec tous les types de lames à Athènes et Bic a réussi à obtenir de bons résultats. Même si la qualité de nettoyage n'est pas aussi bonne en comparaison avec le PERC, Il n'y a pas eu d'impact sur le process après dégraissage (sputtering). En septembre 2021, la machine de dégraissage lessiviel commandée pour l'usine d'Athènes a été pré-réceptionnée chez le fabricant (société DBM en Italie) pour une livraison fin 2021. Les paramètres de dégraissage seront mis au point au cours de l'année 2022 pour valider la machine en production (volumes de production, critères qualité, critères environnement) en 2023. Sous réserve que l'installation soit validée industriellement sur le site d'Athènes et que le Groupe BIC accepte l'investissement d'une machine similaire en France, le remplacement du dégraissage solvant par une solution lessivielle sur le site de Longueil-Ste-Marie en France n'est pas envisagée avant 2025. Cette transition prendra plusieurs années pour se substituer complètement à la solution de dégraissage actuelle. Le recours au CO ₂ supercritique est également étudié. Le fluide utilisé serait le dioxyde de carbone du fait de ses propriétés fort intéressantes : dans sa phase supercritique, il présente l'avantage d'être un solvant "vert" totalement neutre, non toxique, non polluant, non inflammable. Il pourrait donc être utilisé pour le dégraissage des lames de rasoir.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de tenir les services de l'Inspection régulièrement informés de l'avancée des recherches et actions menées pour limiter, voire arrêter, le recours au perchloroéthylène comme solvant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rubrique 1510

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article L. 513-1
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des ICPE - rubrique 1510
Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret. [...]
Constats : Le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 a modifié la nomenclature des installations classées. En application de l'article L. 513-1 du Code de l'environnement et par courrier du 1 décembre 2021, la société BIC Rasoirs sise à Longueil-Ste-Marie a sollicité le bénéfice de l'antériorité pour son activité de stockage visée par la rubrique 1510 : activité déclarée le 29 août 1989 (récépissé n°379/83 du - ex 183 ter) et régulièrement mise en service avant la modification de la nomenclature. L'activité relève maintenant du régime de l'enregistrement avec antériorité sous la rubrique 1510 -2-b « entrepôts couverts », le volume total des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieurs à 900 000 m ³ . La société Bic Rasoirs a donc déposé le 5 mai 2022 un dossier afin de justifier de la conformité des installations du site avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 24/09/2020. <u>Analyse de l'inspection :</u> Suite à l'évolution réglementaire qui occasionne une régularisation administrative des activités, aucun nouvel impact environnemental négatif n'est généré. BIC Rasoirs respecte l'ensemble des exigences de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les arrêtés de prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques nos 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663, à l'exception des dispositions édictées à l'article 23 de l'annexe II et à l'annexe VIII pour lesquelles, conformément à la possibilité offerte par le même arrêté, l'exploitant a proposé le plan d'actions suivant : a) réalisation du plan de défense incendie avant le 31 décembre 2023 ; Le plan de défense incendie reprendra l'ensemble des éléments demandés dans les délais impartis par le texte réglementaire (31 décembre 2023). D'ores et déjà, il existe des procédures écrites et communiquées (mode opératoires, consignes, instructions, plans,), des personnes sont spécifiquement formées et des équipements adaptés sont présents pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes. Des exercices sont régulièrement réalisés pour tester les capacités à réagir et l'efficacité des interventions. Les équipements ne sont pas mutualisés entre plusieurs établissements et le site ne possède pas de plan d'opération interne. b) réalisation de l'étude Flumilog avant le 1er janvier 2023 ; L'étude Flumilog demandée reprendra l'ensemble des éléments demandés dans les délais impartis par le texte réglementaire (1er janvier 2023). Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire actant le nouveau tableau de classement ICPE de l'établissement est proposé à Mme la Préfète en annexe du présent rapport.

Observations :

Le site BIC RASOIRS exploite de manière régulière ses activités de stockage sous le régime de déclaration 1510 depuis 1989 (Récépissé n°379/83 du 29 août 1989 -ex 183 ter).

Suite au Décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la rubrique 1510, les nouvelles modalités de classifications entraînent le passage de l'activité visée par cette rubrique sous le régime de l'Enregistrement avec le bénéfice de l'antériorité au regard des éléments de classification suivante :

2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :

b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³

Cette évolution de classification n'est pas liée à une évolution des activités (volumes de production, modalité de stockage..) et n'engendre pas de travaux de démolition / construction.

Les activités de stockages sont réparties dans différents lieux :

- entrepôt (volume = 46 930 m³),
- ateliers de fabrication : tranche 1-2-3 (volume = 96 706 m³),
- locaux annexes aux bâtiments de fabrication (volume = 2 925 m³) avec les IPD suivants :
 - * SAS (volume = 2 490 m³);
 - * stockage déchets dangereux conditionnés (volume = 271 m³);
 - * stockage bennes DNR (volume = 39 m³);
 - * local cuve huile propre (volume = 83 m³);
 - * local cuve huile sale (volume = 42 m³);

L'ensemble de ces stockages sont réunis au sein d'une seule et même IPD (Installation, Pourvue d'une toiture, Dédicée au stockage) avec un volume de 146 561 m³.

Les matières combustibles stockées sont principalement les suivantes :

- rasoirs finis ou semis finis,
- pièces plastiques,
- matière plastique en sac,
- bande lubrifiante du rasoirs,
- colorant (masterbatch = solide, liquide),
- films plastique de packaging,
- palettes en bois,
- cartons,
- produits chimiques : huiles, solvants, acides, bases, liquide de refroidissement,...

Avec les tonnages maximum suivants :

- matière plastique + colorants plastiques = 450 tonnes,
- cartons : 220 tonnes,
- films plastique : 56 tonnes,
- bois : 80 tonnes,
- produits chimiques : 70 tonnes.

Le tonnage des produits combustibles stocké dans cette IPD est supérieur à 500 tonnes (environ 876 tonnes).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Emissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2020, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Rubrique 2661
Prescription contrôlée : Pour les substances susceptibles d'être rejetées par l'installation comme précisé au II de l'article 38, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures. Débit : Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 100 m ³ /j Température : Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 100 m ³ /j pH : Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 100 m ³ /j [...]
Constats : En 2015, BIC Rasoirs a mis en place des mesures de pH, débit, température en continu comme défini ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">• Débit : mesure continue tranches 1 et 3• Température : mesure continue tranchs 1 et 3• pH : mesure continue tranches 1 et 3 A partir des estimations de consommation d'eau de forage de l'activité moulage, le rejet lié au process d'injection en tranche 1 était estimé à 16,4 m ³ /heure (ou 393 m ³ /jour) et le rejet en tranche 3 était estimé à 4.06 m ³ /heure (ou 97.6 m ³ /jour). Depuis le 2 ^{ème} semestre 2021, plus aucune presse à injecter ne consomme de l'eau de forage. En effet, au fil des années, toutes les presses hydrauliques d'ancienne génération ont été remplacées par des presses hybrides (sans consommation d'eau de forage). De ce fait, les appareils de mesure installés ont été déconnectés début 2021. Il n'y a donc plus de consommation d'eau de forage, ni de rejet d'eau de refroidissement pour l'activité visée par la rubrique 2661.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet



